



*Au service
des peuples
et des nations*

NOTE SUR L'IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DE MADAGASCAR

Scénarios et recommandations

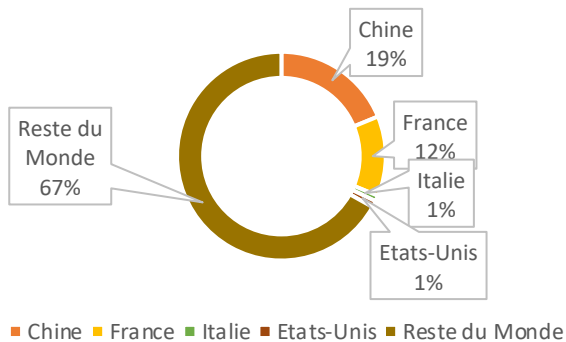


avril 2020

INTRODUCTION

Madagascar est exposée, à plusieurs titres, aux conséquences du Covid-19 de par son intégration à l'économie mondiale, indépendamment des implications endogènes liées aux mesures prises au niveau national. Ainsi, les pays les plus touchés par la pandémie, la Chine, l'Italie, les Etats-Unis et la France, sont ceux avec lesquels Madagascar a les liens commerciaux les plus forts. En 2019, les exportations envers ses quatre pays représentent 46% du total des exportations de Madagascar.

Figure 1: Principaux pays de provenance des Importations



Les importations en provenance de ces pays ont également représentés 33% des importations totales de Madagascar en 2019. L'impact économique du Covid-19 dans ses pays ne manquera pas d'affecter la dynamique économique de Madagascar en 2020.

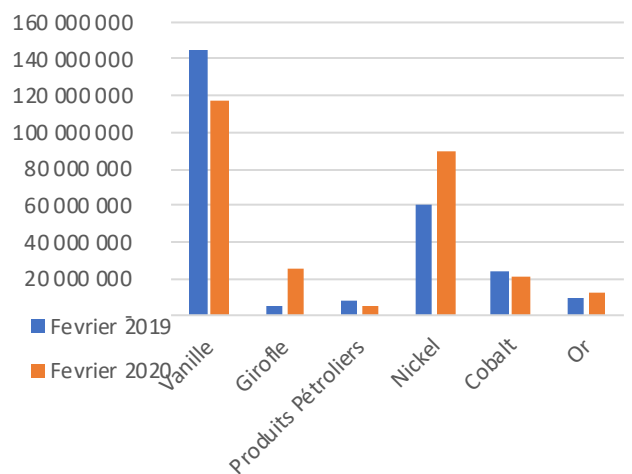
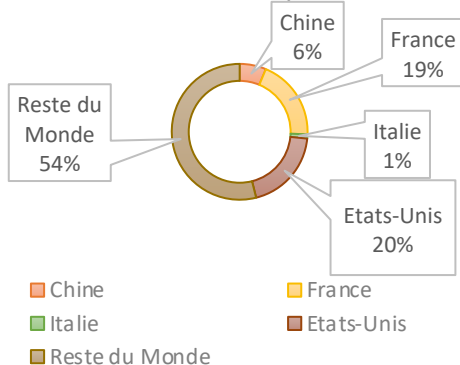


Figure 3: Exportations des principaux produits en glissement annuel de Février 2019 à Février 2020 en US Dollars

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

Figure 2: Principaux pays de destinations des Exportations



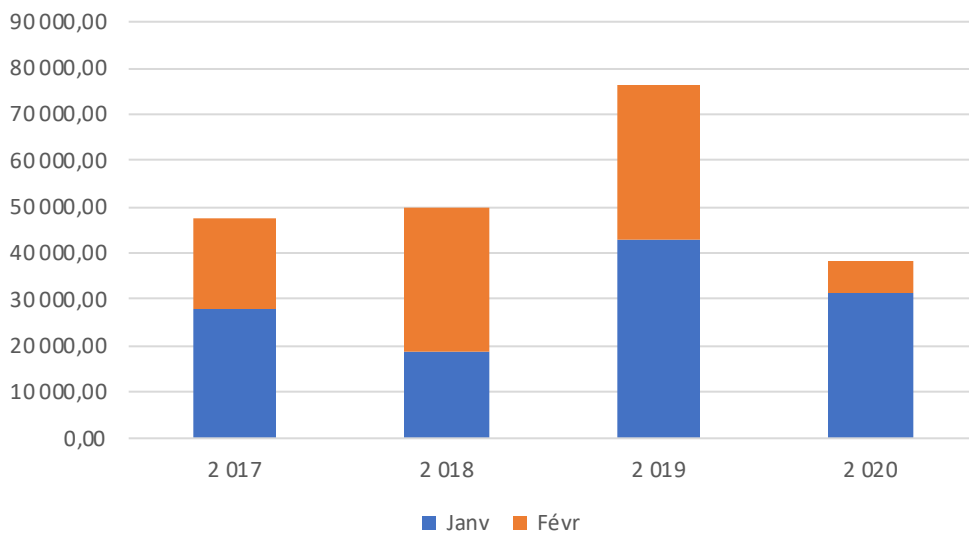
En glissement annuel, les exportations de février 2020, en valeur, affichent une hausse de 5,2% (soit une hausse de 75,7milliards d'ariary) comparées à celles de 2019. Cette performance est marquée par l'accroissement des exportations de crevettes (+30,4milliards d'ariary), l'augmentation des exportations de Nickel (+109,5 milliards d'ariary), malgré une baisse de l'exportation de vanille (-103,1 milliards d'ariary).

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

De même, le secteur touristique a montré dès février des signes de ralentissement. Ainsi, le nombre de touristes venant à Madagascar s'élevait à 40 654 contre 78 367 en février 2020 comparé à la même période en 2019, soit une chute de 48,4% en glissement annuel.

Il est à noter que la majorité des touristes venant à la Grande île sont d'origine française (22.5%), chinoise (2.4%), l'Italienne (2.0%), américaines (2.1%), et les autres représentant 71% de l'ensemble.

Figure 4: Nombre d'arrivée de touristes pour les mois de Janvier et Février de 2017 à 2020



Source : Ministère de l'Économie et des Finances
Janvier 2018 reste marqué par l'épidémie de peste d'octobre-novembre 2017.

Aussi, trois scénarios sont envisagés pour capter les incertitudes liées à l'évolution permanente de la pandémie en cours. Aussi, sont considérées les différentes situations pouvant prévaloir d'une propagation limitée qui serait contenue par les mesures en cours (au 31 mars 2020) jusqu'en avril, à une propagation prononcée qui prolongerait les mesures en cours jusqu'en mai-juin, à une situation catastrophique qui exigerait des mesures beaucoup plus drastiques, un confinement qui s'étendrait bien au-delà de la capitale Antananarivo et la région de Toamasina et davantage de secteurs qui seraient touchés.

1. Un impact sensible sous différents scénarios

Madagascar, à l'instar de la plupart des pays, a mis en place dès mi-mars des mesures de restrictions des vols internationaux et ensuite du transport intérieur, notamment à Antananarivo et Toamasina, les deux foyers d'infection et leurs connexions avec les autres villes. Ces mesures, en plus des perturbations du commerce mondial, des transports aériens, du commerce intérieur et des habitudes et comportements des agents économiques, vont avoir un impact non négligeable sur la croissance économique de Madagascar.

Les hypothèses sous ce scénario considèrent, notamment que le secteur agricole ne serait pas affecté, et qu'à partir de mai la plupart des secteurs touchés redémarre. Sous ce scénario, d'impacts humains modérés et de durée limitée des restrictions, l'impact économique est néanmoins très important avec une croissance qui recule de 5,3% en prévision pour 2020 avant la crise à 0,17%.

Les baisses sensibles de l'activité économique en mars et avril vont avoir des conséquences fortes sur tout le premier semestre 2020.

Le ralentissement de l'activité à Madagascar va être induit par l'impact des mesures sur le secteur des services qui comptent pour près de 54% du PIB. Ainsi, le décrochage des services (-3,3%), alors que l'agriculture (3,2%) et surtout l'industrie (1,3%) décélère, sera marqué par la réduction de l'activité touristique, hôtel et restauration (-14%) et du commerce (-5,7%). Les mesures de confinement domestique (fermetures d'écoles, restrictions de transport, annulation d'événements) devraient avoir des effets limités sur l'activité de l'administration (-1,4%) si elles ne perdurent pas.

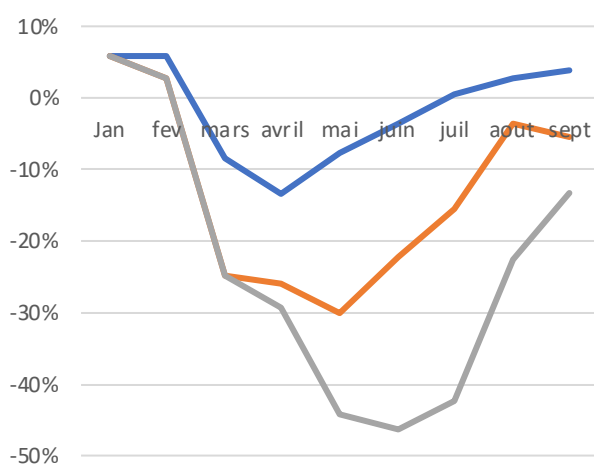


Figure 5: Impact du Covid-19 sur le Pib réel mensuel selon les scénarios

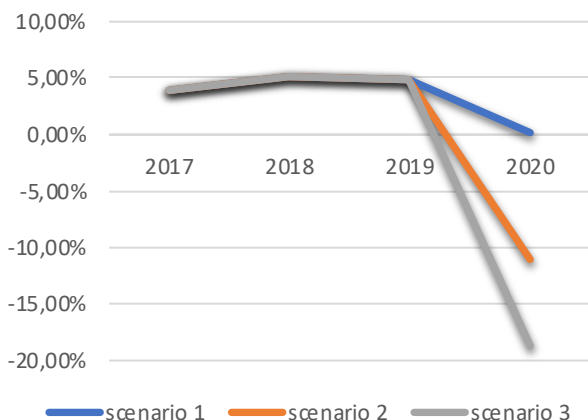
— Scénario 1 — Scénario 2 — Scénario 3

Source : Nos propres calculs et hypothèses

Le scénario de référence (ou scénario 1 dans les graphiques) suppose que le nombre de personnes affectées (57 cas au 31 mars) ne s'accroît pas en avril avant de reculer ensuite et que les restrictions en cours, notamment du transport intérieur, sont progressivement levées en mai.

La demande serait soutenue par l'augmentation des dépenses publiques, notamment de santé et les paquets sociaux, en support à la consommation publique pour compenser la baisse de la consommation privée.

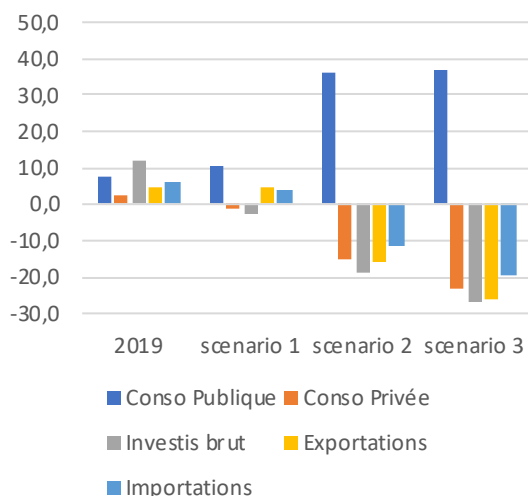
Figure 6 : Evolution du PIB réel sous l'impact du Covid-19 selon les scénarios



Source : Nos propres calculs et hypothèses

L'investissement brut (-2,7%) devrait replier de 8,7 point comparé aux projections pour 2020 avant la crise. La relance de l'investissement public (+7,2) permettrait d'atténuer le reflux de l'investissement privé (+4,6) attendu.

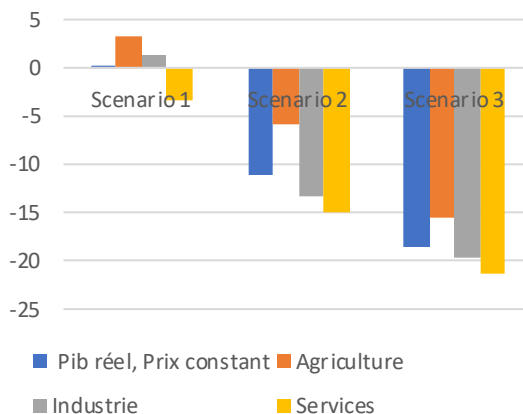
Figure 7: La demande sous le choc



Source : Nos propres calculs et hypothèses

Avec la forte baisse du prix du pétrole depuis le début de l'année, la facture des importations seront allégées, améliorant les termes de l'échange de Madagascar avec des exportations en reflux néanmoins de 15 points de pourcentage par rapport aux prévisions initiales pour 2020.

Figure 8 : Evolution PIB réel et par secteur selon les scénarios

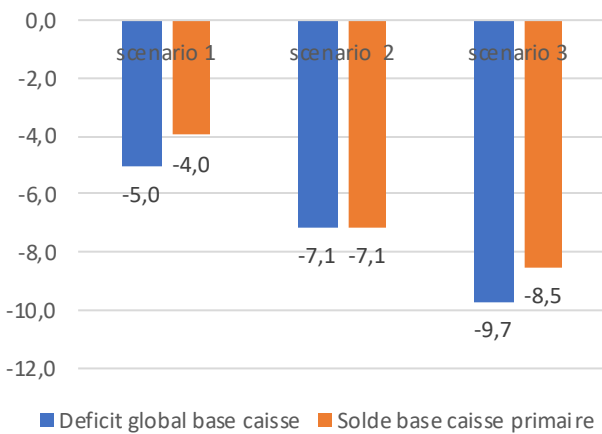


Les mesures d'allégement fiscal, la baisse des recettes due au ralentissement de l'activité et l'augmentation des dépenses sociales, devraient contribuer à creuser le déficit budgétaire (5%), amorti par le soutien des partenaires au développement. Ainsi, les stabilisateurs automatiques amortiraient l'impact sur l'activité économique.

L'inflation estimée à 4,9% en 2020, en tenant compte de la baisse du prix du baril, pourrait cependant s'accélérer si des tensions apparaissent sur les prix des denrées alimentaires de première nécessité.

Sous le scénario 2, la crise sanitaire aurait une ampleur plus importante entraînant un confinement plus long, s'étalant jusqu'en juin, avec une reprise qui ne s'amorcerait qu'à partir de juillet. Dans ce cas de figure, l'impact sur la croissance serait très élevé avec un PIB réel qui chuterait de 15 points de pourcentage à -11% de croissance. Le secteur agricole serait davantage touché à -6% de croissance, tout autant que le secteur industriel (-13,2%), accentuant les effets sur le secteur des services (-15%).

Figure 9: Un déficit qui s'aggrave



Source : Nos propres calculs et hypothèses

Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (-28,5%), du transport (-16,3%) et des services aux ménages (-20,3%) sont ceux qui subiront les impacts les plus élevés sous ce scénario.

L'activité économique sera soutenue essentiellement par les dépenses publiques, notamment les dépenses de transfert pour une consommation publique de + 36,5% à la faveur des stabilisateurs budgétaires automatiques.

L'investissement brut décrocherait (-18,5%) alors que le déficit commercial s'accroîtrait avec une demande adressée à Madagascar en baisse pour des exportations en nettes diminutions (-15,6%). Le déficit budgétaire s'aggraverait à plus de 7%.

Un troisième scénario (catastrophe) est envisagé pour lequel la crise sanitaire s'étalerait jusqu'au mois de juillet avec des mesures restrictives plus contraignantes. Dans cette configuration la perte de PIB approcherait les 19% (voir Figure 6). Le décrochage de l'économie serait total. Tous les secteurs subissant l'effet de la crise de façon aiguë (voir Figure 8). Seules les dépenses de l'Etat pourraient soutenir l'activité avec une baisse aggravée de la demande mondiale adressée (-26,3%) à Madagascar, une chute de l'investissement privé (-35,6%) et de la consommation privée (-23%).

L'Etat devra laisser filer le déficit budgétaire (-9,7%) pour permettre aux stabilisateurs automatiques de jouer plus que leur plein rôle.

2. Un secteur informel en souffrance

Avec le confinement, le secteur informel, qui emploie plus de neuf salariés sur dix et qui contribue à 24% du PIB (ENEMPSI 2012), sera le plus touché par cette crise sanitaire. En effet, l'emploi dans le secteur informel est caractérisé par la vulnérabilité, les conditions de travail difficiles et les disparités de revenus et de protections sociales flagrantes.

Seul 1% des travailleurs des Unités de production individuelles (UPI) bénéficie d'une

couverture sociale officielle par le biais de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNaPS), et seulement 2,9% des travailleurs des UPI informelles ont des contrats écrits.

Ainsi, la majorité des travailleurs du secteur informel est soudainement privée de leurs sources quotidiennes de revenus, rendant le confinement une option économiquement non viable pour ce segment de la population sur une longue durée.

3. Des mesures fortes pour atténuer la sévérité de la crise et son impact

Le gouvernement a décrété un confinement partiel, où seules les marchandises peuvent circuler et les marchés alimentaires ouverts jusqu'à midi (12h00) pendant les 15 jours de confinement décrétés jusqu'au 04 avril.

Le secteur privé est soutenu à travers des mesures fiscales reportant le paiement de certaines taxes et impôts. Ainsi, le secteur privé bénéficiera d'un report de la déclaration et du paiement des taxes synthétiques jusqu'au 15 mai. De même, les paiements des contributions aux caisses de sécurité sociale et de santé pour les employeurs, CNAPS et OSTIE sont différés. L'État a également décidé de suspendre les contrôles fiscaux et les avis aux tiers détenteurs. D'autres mesures sont à l'étude comme la suspension de la perception de charges telles que l'impôt sur les revenus salariaux et assimilés et les taxes (TVA).

En outre, l'État négocie avec l'Association des propriétaires de banques pour reporter les échéances bancaires, notamment pour les prêts immobiliers aux entreprises et aux particuliers.

Le coût des mesures économiques envisagées est estimé à 115 milliards d'Ariary (soit 30 millions USD) pour mettre en œuvre les mesures économiques d'urgence dans le cadre du Coronavirus.

L'objectif est de s'assurer qu'aucun employé malgache ne perde son emploi à cause du confinement, a expliqué le chef de l'Etat.

Par ailleurs, le plan d'urgence sociale du chef de l'Etat prévoit la distribution de dons de nourriture et de revenus pour soutenir les travailleurs directement touchés par les mesures de confinement, notamment les chauffeurs de taxi-B, de taxis et les travailleurs ambulants. Ce plan touchera 240 000 ménages vulnérables dans les Fokontany (quartier) d'Antananarivo et Toamasina. L'Etat allouera 10 milliards d'Ariary (soit 2,7 millions USD) à la mise en œuvre du plan d'urgence sociale.

Neuf cent vingt-huit (928) sans-abri installés dans les rues de la capitale ont été transférés par le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, et la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) dans un centre d'accueil.

Des mesures sont prises pour assurer un contrôle strict des prix afin d'éviter les spéculations sur les produits de première nécessité - comme le riz, produit le plus consommé dans le pays - avec la mise en place d'une brigade mixte pour vérifier l'état des stocks et le niveau des prix dans les marchés.

4. Un soutien rapide des partenaires au développement en cours

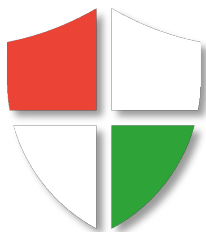
La Banque mondiale a engagé un soutien au pays de 20 millions de dollars dans le cadre de son mécanisme de financement pour la réponse du pays au Covid-19. 3,7 millions de dollars sont déjà engagés à travers un contrat avec l'OMS et jusqu'à 6 millions de dollars seraient décaissés dans le cadre d'un scénario d'escalade et en cas d'urgence (composante d'urgence du projet de nutrition). Globalement, Madagascar recevra 13,9 millions de dollars au titre du nouvel APL en réponse au Covid-19 (allocation indicative par pays). Un soutien budgétaire et des mesures supplémentaires sont en préparation pour aider à atténuer l'impact sur les ménages et les entreprises les plus touchés. Le FMI est en train de finaliser son soutien au titre du RCPF à hauteur de 50% du quota du pays.

Le PNUD a déjà confirmé une mobilisation de 4,5 millions de dollars pour appuyer les efforts du gouvernement à faire face à la pandémie.

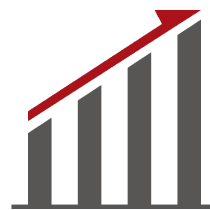
Les agences des Nations Unies ont commencé à mobiliser des ressources pour soutenir le pays, 800 000 dollars pour l'OMS, 610 000 dollars pour l'UNICEF et 500 000 dollars pour le FNUAP. D'autres appuis sont en discussion avec l'Etat dans le cadre du plan de protection sociale, en cours d'élaboration, pour aider les familles vulnérables. Ainsi, 2,3 millions de dollars supplémentaires sont promises, dont un million de dollars de la Banque mondiale, 800 000 dollars du PAM et 500 000 dollars de l'UNICEF.

5. Risque majeurs à court terme si la situation s'empire

La crise est aussi un révélateur des fragilités de Madagascar que différents types de risques mettent en évidence.



Risque pour la sécurité avec des menaces de révolte populaire et actes de banditisme dans certaines régions en raison de l'impact social de l'isolement qui prive les journaliers de revenus.



Risque de crise inflationniste liée aux spéculations sur les prix des biens essentiels et des denrées alimentaires et retenue des stocks malgré les mesures prises par le ministère du commerce.



Risque de insécurité alimentaire lié aux capacités du gouvernement à gérer de manière rationnelle et optimale les stocks stratégiques de produits de première nécessité et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement à l'étranger, notamment en cas de crise globale aigüe.



Risque de corruption lié à une économie politique dominée par des intérêts privés puissants détournant les décisions publiques en faveur de leurs intérêts privés et parasitant une réponse optimale à la crise.

6. Recommandations

Quelques recommandations majeures peuvent être avancées qui seront à ajuster en fonction de l'évolution de la crise :

- 1. Relever les défis énormes liés à la fourniture d'équipements médicaux** appropriés à tous les niveaux de la crise sanitaire ;
- 2. Elargir le système de protection sociale**, en y incluant notamment le secteur informel ;
- 3. Développer un plan de relance budgétaire** : réaménager le budget pour renforcer l'appui aux secteurs sévèrement touchés et soutenir les ménages vulnérables ;
- 4. Développer des mesures fiscales ciblées** : report des échéances de paiement de l'impôt sur le revenu des entreprises dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et du transport aérien, etc. ; allègement de charge des employeurs en contrepartie de la préservation de l'emploi ; incitations fiscales pour les entreprises qui minimisent les réductions d'emplois ;
- 5. Ajustement de la politique monétaire** pour éviter une crise de liquidité et renforcement de la stabilité du système financier et bancaire ;
- 6. Faciliter les conditions de crédit** pour les entreprises et soutenir aux PME en difficulté financière avec la mise à disposition de crédits bancaires garantis ;
- 7. Réduction d'impôt** pour les dépenses sociales supplémentaires de lutte contre les maladies ;
- 8. Mobilisation de ressources** : création d'un fonds de Solidarité Nationale en mobilisant des ressources des établissements public et des Agences, des partenaires techniques et financiers et en faisant appel à la solidarité des classes sociales favorisées ;